

## Evolution du pacifisme japonais sous domination américaine

Bien qu'il se soit hissé dès 1968 au deuxième rang des puissances économiques mondiales derrière les Etats-Unis<sup>1</sup> et qu'il soit ainsi devenu un « géant » économique, le Japon est resté aujourd'hui encore un « nain » politique. Le monde, en matière de politique internationale, est en effet un monde de rapports de force, et la force armée qui distingue les plus forts est l'arme nucléaire. Or le Japon ne peut officiellement disposer d'aucune force d'intervention en raison de sa constitution de 1947, imposée par les Américains. C'est l'**article 9 de cette constitution** qui interdit au Japon toute guerre d'agression et le fait renoncer à la détention de forces qui pourraient être mises au service d'une telle agression. Le Japon se place ainsi en dehors de l'arène de ceux qui sont prêts à en découdre pour faire avancer leurs intérêts et qui imposent par la force leur volonté aux plus faibles. **Le Japon s'est voulu pacifiste et sans armée.**

Le pacifisme japonais initié en 1947 n'est plus celui dont parle aujourd'hui le premier ministre Shinzô Abe (晋三安倍) qui veut passer du pacifisme passif au pacifisme pro-actif. Les caractéristiques du pacifisme japonais, qui n'ont jamais fait du Japon un pays neutre, ont évolué au gré de sa relation avec **la domination américaine** en 4 phases : une première phase de mise en place entre 1947 et 1960, une deuxième phase d'un Japon qui monte en puissance économique de 1960 à 1987, puis une troisième phase d'un Japon jouant un rôle militaire international pacifique de 1987 à 2012 et la dernière marquée par la tentation de brandir la menace militaire d'un pacifisme pro-actif.

### *Une première phase de mise en place du pacifisme japonais (1947-1960)*

Pour sauvegarder son existence et ses intérêts des éventuelles agressions étrangères, le Japon aurait pu s'en remettre à la communauté internationale, aux Nations-Unies, chargés du maintien de la paix dans le monde. Il n'en a rien été. Les Américains ont imposé avec la Constitution pacifiste un dispositif selon lequel, pour se protéger, le Japon se mettait sous la protection américaine et donc sous le parapluie nucléaire américain.

C'est là le legs de la défaite japonaise suivie de l'occupation américaine. Espérant retrouver sa souveraineté, le Japon a dû accepter tout cela et une présence militaire américaine importante et durable. Les Américains entendaient certes protéger le Japon, mais, tout à la fois, éviter qu'il ne redevienne un danger et surtout s'en faire une plate-forme pour imposer leur ordre dans cette région du monde ; cela a servi dès 1950, avec la guerre de Corée. Le Japon pacifiste n'est pas un pays neutre, il est sous l'aile américaine, il est donc du côté des Etats-Unis. Sa protection est alors organisée vis-à-vis d'un ennemi potentiel, l'URSS, dont on craint qu'il n'envahisse l'île du Nord, Hokkaïdô, depuis les Kouriles reprises au Japon en 1945. **Le Japon n'est pas un pays neutre, il appartient au bloc américain.**

La protection américaine s'est très vite appuyée, à la demande des Américains, sur des forces japonaises qu'il a fallu constituer tout en s'interdisant de parler d'armée pour respecter la constitution. Créée en 1950 au début de la guerre de Corée, ces forces sont d'abord dénommées « police » – comme il peut en exister dans tout pays démilitarisé- mais elles ont une taille importante (75 000 hommes). La mise en place d'une telle force était une condition imposée par les Américains pour rendre au Japon sa souveraineté, chose faite en 1952. Sous la pression américaine et pour la signature obligée d'un accord d'assistance et de défense mutuelle en 1954, ces forces ont été encore étoffées, devenant une véritable armée organisée et équipée comme telle, prenant un nom de déguisement : « forces d'auto-défense ». A cette date l'archipel d'Okinawa reste sous administration américaine (il le sera jusque 1972) et les armées américaines y sont chez elles. Dans le même temps, suite au programme « *Atom for peace* » lancé fin 1953 par Eisenhower, le Japon a immédiatement démarré en 1954, sous la pression et avec une intense propagande américaine, un programme nucléaire, exclusivement civil et pacifique (précision incluse dans la loi de 1955),

---

<sup>1</sup> Cette place ne lui sera ravie que par la Chine en 2010.

orienté vers la production d'énergie (premier réacteur en 1966). **Le Japon devient une puissance nucléaire civile, dotée de forces armées déguisées sous le nom de forces d'auto-défense.**

Ces forces d'auto-défense sont officiellement destinées à la seule légitime défense du Japon vis-à-vis d'une éventuelle agression étrangère. Le gouvernement du premier ministre Shigeru Yoshida (吉田 茂) a précisé qu'elles auraient à respecter trois points : (i) être sous un contrôle civil (et non « militaire »), (ii) n'être qu'une force d'auto-défense, donc limitée en taille et en contenu, (iii) ne pas être déployée à l'étranger. **Ces points qui garantissent la compatibilité avec l'article 9 forment ce qui sera appelé la doctrine Yoshida.** Les forces japonaises sont alors censées coopérer avec les forces américaines pour défendre le territoire japonais. L'accord de 1954 prévoit que les forces américaines puissent intervenir dans des désordres intérieurs au Japon et qu'elles disposent d'un certain nombre de bases sur le territoire japonais. L'accord stipule aussi que le Japon contribue selon ses ressources à la force de défense du monde libre. Ce point, tendancieux par rapport à la doctrine Yoshida, fut discuté au parlement.

En effet, « avoir des ressources contribuant à la défense du monde libre » correspond à une idée de défense plus large que la défense du seul Japon, cette idée dénommée « **auto-défense collective** » ne paraît pas respecter l'article 9 car elle implique d'une part une **montée en puissance des forces japonaises** au-delà du nécessaire pour l'auto-défense du seul Japon et d'autre part l'**éventuel déploiement des forces japonaises à l'étranger**. Le gouvernement Yoshida réaffirmera que le Japon respecte l'article 9 de sa constitution, les trois points rappelés plus haut, et que ces forces ne seraient employées que dans les conditions suivantes : 1) il y a un danger présent et très fort d'invasion du Japon 2) il n'existe pas d'autres moyens appropriés de défendre le Japon 3) l'usage de la force pour défendre le Japon est limité seulement au minimum nécessaire. Mais le **Japon accepte le principe de sa solidarité avec le monde libre –occidental.**

Cette position du Japon sur la scène géo-politique internationale restera officiellement inchangée et appliquée strictement jusqu'à la fin de la guerre froide (1991) malgré quelques tentatives de réaménagement. De 1945 à 1960 la position américaine concernant le Japon a fortement évolué. Dans une première phase, les Américains voulaient éradiquer ce qui avait fait du Japon une puissance agressive ultra nationaliste : la mainmise des militaires sur un pays non pleinement démocratique et à l'économie dominée par des monopoles industrialo-financiers (*zaibatsu*). Cette première phase a produit la constitution de 1947 (et la réforme agraire) : les ouvriers rejoignent alors en masse les syndicats devenus libres, le parti socialiste reprend des couleurs et le parti communiste sort de la clandestinité. Ce **Japon démocratique et pacifiste avait l'appui populaire ainsi que celui des forces de gauche organisées**, ce Japon reste représentatif de l'opinion majoritaire attachée à -et qui s'est montrée **toujours prête à- défendre l'article 9 quand il paraîtra menacé.**

Mais la promotion de la démocratie dans un Japon rénové n'a pas duré. Devant l'ampleur des mouvements sociaux, liée en premier à la situation économique, les Américains craignent que le Japon ne passe dans le camp communiste. Le retournement de leur politique à l'égard du Japon a été décidé en octobre 1948. Le tribunal de Tokyo cesse de fonctionner fin 1948, la purge des collaborateurs est aussitôt arrêtée ; 250 000 anciens indésirables sont réhabilités en 1951 et on arrête de démanteler les *zaibatsu*. En revanche les Américains font procéder à une véritable purge rouge en 1949 et 1950, écartant plus de 20 000 fonctionnaires, enseignants et syndicalistes mis à l'écart également grâce aux grandes entreprises reconstituées et ils renvoient le Parti communiste dans une quasi clandestinité.

Les condamnés pour crime de guerre sont progressivement libérés avant la fin de leur peine, le dernier en 1956 et les uns et les autres sont totalement absous. Ainsi, Nobosuke Kishi (岸 信介), ancien ministre et proche collaborateur du Général Hideki Tōjō (東條 英機) de 1941 à 1945, est libéré, puis reçoit une clémence totale. Soutenu en sous-main par la CIA, il aide avec d'autres à structurer en 1955, pour contrer la montée socialiste, un parti conservateur réunifiant tous les anciens collaborateurs du Japon militariste. C'est ainsi que fut créé le PLD (Parti Libéral

Démocrate dit *jimintô*), qui gouverne aujourd'hui encore. **Les Américains stoppent le processus de démocratisation au Japon et remettent en selle les anciennes élites bureaucratiques, politiciennes et financières.**

Kishi devenu premier ministre en 1957 est reçu trois mois plus tard aux Etats-Unis avec tous les honneurs. Appuyé sur les anciennes élites réinstallées au pouvoir, il essaie de revenir sur ce qu'elles considèrent comme les excès de la démocratie et l'abandon des valeurs nationales. Il rogne les droits des travailleurs, et s'efforce de mater les mouvements sociaux, s'appuyant sur certains de ses anciens co-détenus affairistes ultra-nationalistes, comme Yoshio Kodama (児玉 誉士夫), Ryoichi Sasakawa (笹川 良一) et Matsutarô Shôriki, (正力 松太郎), qui avec la CIA font noyauter les mouvements de grève et les manifestations par des groupes violents d'extrême droite liés à la mafia. C'est aussi Shôriki, magnat de la presse et de la télé, ministre de la science et de la technologie qui en 1955 a orchestré la nucléarisation civile du Japon.

Les Américains, de 1955 à 1960, pensent pouvoir s'appuyer sur un Japon gouverné par des conservateurs contenant bien la menace socialiste, un Japon disposé à devenir un véritable allié, bien armé, prêt à intervenir à l'extérieur, quitte à réviser la constitution et acceptant que des armes nucléaires transitent par son territoire. En conséquence, **les Américains sont prêts à jouer la carte d'un Japon fort.**

Kishi les en encourage et leur garantit la coopération à long terme du Japon, demandant en échange un accord plus équilibré que celui de 1954, ce qu'il obtiendra à l'occasion d'une deuxième visite au Japon en janvier 1960. Mais Kishi ne mentionne pas, car il pense réussir à la mater, la forte opposition populaire et de gauche qui a même presque réussi à l'empêcher de prendre l'avion pour aller signer le nouvel accord aux Etats-Unis. Cette opposition, qui demande l'abrogation de cet accord -dénommé en raccourci japonais « Ampo »- porte aussi sur la politique réactionnaire en matière sociale de Kishi. En 1958, les manifestations populaires ont réussi à bloquer la loi renforçant les pouvoirs de la police et face à l'Ampo, plus de deux cent manifestations et plus de 15 millions de Japonais sont dans la rue entre avril et juin 1960. Le 15 juin une étudiante est tuée par la police, cela fait craindre le pire aux plus modérés et le 17 juin les sept plus grands quotidiens publient le même éditorial par lequel ils expriment leur crainte pour l'avenir du Japon où la démocratie risque de disparaître dans la violence. Kishi doit alors demander à Eisenhower d'annuler sa venue prévue le 19 pour signer le traité et démissionne aussitôt la ratification par le Sénat. **Le peuple japonais a stoppé l'avancée de la dérive réactionnaire et les Américains vont jouer la carte d'un Japon faible.**

#### *La deuxième phase d'un Japon qui monte en puissance économique (1960 – 1987)*

Hayato Ikeda (池田 勇人), précédemment ministre de l'industrie et du commerce international (MITI), succède à Kishi. Il met fin à la très longue grève des mines de charbon *Mitsui Miike Tankô* (三井三池炭鉱) qui clôt la courte période de syndicalisme de branche fortement revendicatif et qui avait nourri le bouillonnement de la société civile qui fit chuter Kishi. Le patronat qui organise le financement du PLD pour sauver le capitalisme, accepte des syndicats d'entreprises et à l'exemple de Toyota qui signe une sorte d'accord de paix durable avec le syndicat maison, va transformer en routine consensuelle l'offensive annuelle de printemps *le shuntô* (春闘) que lançaient nationalement les syndicats depuis 1955 pour obtenir de meilleurs salaires. L'Etat après la mise en place d'un salaire minimum, a reclassé les mineurs et installé un système de placement des travailleurs, il a créé un système général de pensions de retraite et une loi d'assistance pour les personnes âgées, puis offre le meilleur des remèdes à l'insatisfaction sociale : le plan IKEDA de doublement du PNB en dix ans. Les Japonais seront désormais à la **poursuite de la démocratie économique et de ses trois trésors** : la machine à laver, le réfrigérateur et le téléviseur. Démarré en pleine vindicte populaire le mandat d'Ikeda se terminera dans l'euphorie consummatrice renforcée par la joie et la fierté des jeux olympiques de Tokyo (1964) qui fit une belle place au Japon sur la scène internationale. Ikeda

en bon élève de Yoshida en applique la doctrine : le Japon s'occupe de l'économie et laisse les Etats-Unis se charger de sa protection, fermant les yeux sur le fait que le San Joaquin fait relâche au Japon avec son arsenal nucléaire. Il faut ajouter que tout comme Kishi, Ikeda considérait et affirma que pour sa défense propre, le Japon pourrait détenir l'arme nucléaire et que cela n'était pas contraire à l'article 9. **Le Japon avec Ikeda devient une économie de haute croissance et celle-ci bénéficie à une part toujours plus importante de la population qui se satisfait de cette démocratie économique.**

Ikeda malade, cède la place à Eisaku Satô (佐藤 栄作) qui sera premier ministre de 1964 à 1972. A la différence de son prédécesseur de frère, Kishi, il se montre pacifiste et anti-nucléaire ce qui lui vaudra le prix Nobel de la paix en 1974. On lui doit deux importantes déclarations en 1967 qui dictent jusqu'à aujourd'hui la position japonaise ; une première sur les trois principes limitant les exportations d'armes : pas d'exportation vers les pays du bloc communiste, pas d'exportation vers les pays mis sous embargo dans ce domaine par les Nations-Unies, pas d'exportation vers les pays impliqués ou susceptibles d'être impliqués dans un conflit. L'autre concerne les **trois principes nucléaires**: ne pas produire, ne pas posséder, ne pas autoriser l'introduction d'armes nucléaires sur le territoire japonais (adoptée par le parlement en 1971). Et s'y ajoutait selon Satô trois autres piliers : promouvoir l'énergie nucléaire pacifique (1<sup>er</sup> réacteur mis en service en 1966), se mettre à l'abri d'une attaque nucléaire grâce à la dissuasion nucléaire américaine et enfin être pour le désarmement nucléaire global. Ce dernier point a été imposé par les **Américains qui continuent alors de jouer la carte d'un Japon faible officiellement dénucléarisé.**

Satô voulait obtenir le départ des Américains de l'archipel d'Okinawa- ce sera fait en 1972, le Japon reprend aussi les îles Senkaku-, mais il a dû pour cela d'une part **signer (1970) le traité de non-prolifération des armes nucléaires** (le Japon ne le ratifiera qu'en 1976, tardant à fermer l'option détention d'armes nucléaires). D'autre part accepter que les Etats-Unis y laissent des bases importantes, mais officiellement dénucléarisées. On saura plus tard que, dans la suite des accords secrets de 1960, des armes nucléaires américaines vont continuer à transiter librement au Japon après 1972 et être installées à Okinawa. Elles y sont moins loin de l'URSS que celles que celle-ci avait mises à Cuba en 1962, mais bien proches de la Chine qui a fait son premier essai nucléaire en 1964. **Le Japon n'est pas un pays dénucléarisé mais une base stratégique nucléaire des Etats-Unis dans le contexte de la guerre froide.** Il a reconnu à regret la Chine dans la foulée des Etats-Unis en 1972, mais sur le plan économique ses firmes n'avaient pas attendu cela pour conduire des affaires avec la Chine et en Chine ; **par ailleurs sa diplomatie économique s'est répandue en Asie**, avec la création de la Banque Asiatique de Développement (1966) et une politique d'aide au développement généreuse surtout dans l'Asie de l'Est.

Les années qui séparent le départ de Satô en 1972 de l'arrivée de Yasuhiro Nakasone (中曾根 康弘) en 1982 sont d'abord des années de montée en puissance économique. Années « Tanaka », du shogun de l'ombre (闇将軍 *Yami-shôgun*), surnom du premier ministre Kakuei Tanaka (田中 角栄) en poste de 1972 à 1974, années marquées par quelques scandales de corruption avec des firmes américaines (Lockheed en 1976) et le système d'achats de votes par des grands travaux publics. Malgré la dévaluation du dollar en 1971, et la réévaluation récurrente du Yen par rapport au dollar et aux autres monnaies le Japon qui est la deuxième puissance économique depuis 1968 va progressivement exercer le rôle de fer de lance de l'industrie mondiale et accumuler les excédents commerciaux. Géant économique, il est accusé peu à peu par les Etats-Unis d'être une sorte de passager clandestin de la sécurité qu'ils lui offrent. Surtout dans un contexte mondial troublé : invasion du Cambodge par le Vietnam, révolution islamique en Iran, invasion soviétique de l'Afghanistan tout cela en 1979, puis guerre Iran-Irak... Après Tanaka, quatre premiers ministres se succédèrent ; le premier (de 1974 à 1976), Takeo Miki (三木 武夫), face à la pression américaine de renforcement du potentiel japonais, déclara que **les dépenses d'armement au Japon seraient limitées à 1% du budget**, ce qui fut respecté jusqu'en 1986. Le Japon a quand même dû signer un

accord codifiant la manière d'organiser la défense mutuelle en 1978 et le dernier de ces quatre premiers ministres post Tanaka, en poste de 1980 à 1982, Zenkô Suzuki (鈴木 善幸), a dû accepter que le Japon défende ses routes maritimes jusqu'à mille milles de ses côtes et que **des forces japonaises participent en 1981 à des manœuvres conjointes avec les forces américaines dans le pacifique** (RIMPAC, Rim of the Pacific Exercise, qui sont organisés tous les deux ans depuis 1971 par les Américains avec des marines étrangères). **Tout est prêt pour que le Japon soit tenu comme un allié fort par les Etats-Unis.**

Quand Nakasone devient premier ministre, il a donc des bases pour faire du Japon un pays puissant politiquement, appuyé sur une armée forte avec l'assentiment des Etats-Unis. Il veut faire sauter la règle du plafond de dépense à 1% et se lancer à la suite des Etats-Unis dans les avancées technologiques de l'initiative Reagan de défense stratégique. Le Japon fera ses premières exportations de technologie militaire vers les Etats-Unis. Nakasone finit par obtenir du parlement, en 1985, un plan de dépenses militaires importantes pour 1986-1990 et érigea le conseil de défense nationale en conseil de sécurité (1986). Les Américains demandaient au Japon des dépenses à hauteur de 3% du PNB ou de leur verser la différence... **Les dépenses militaires japonaises montent jusqu'à 2% du PNB en 1996, puis déclineront peu à peu jusqu'à revenir aux alentours de 1%. Il faut bien voir qu'avec la taille du PNB japonais, cela représente le 4<sup>ème</sup> ou 5<sup>ème</sup> budget mondial. Nakasone sera le premier premier ministre à visiter en tant que tel le sanctuaire de Yasukuni.** Là sont honorés les âmes de tous ceux qui sont morts au service de l'empire du Japon et il a été révélé en 1979 que ont été accueillies les cendres de 1068 condamnés pour crimes de guerre dont ceux qui ont été exécutés suite aux condamnations du tribunal de Tokyo (et en particulier du général Tôjô), leurs cendres ayant échappé à l'ordre de dispersion de l'occupant américain. Nakasone renonce à faire passer une loi pour autoriser cette visite, mais marque à ce moment-là son refus de condamnation du militarisme d'avant 1945 et celui d'exprimer tout regret vis-à-vis des guerres d'agression qui furent menées par le Japon. Plusieurs premiers ministres suivront l'exemple, parfois à titre personnel, déclenchant les protestations surtout de la Chine et des deux Corées. **C'est une affirmation d'un Japon dans la continuité impériale et dans la puissance militaire d'un pays « normal ».**

### *La troisième phase d'un Japon jouant un rôle militaire international pacifique (1987- 2012)*

Après Nakasone, la première guerre du Golfe (90-91) et la fin de l'URSS (91) et de la guerre froide, vont amener des évolutions alors même que le parti au pouvoir va devoir céder la place pendant un court intermède à une coalition autour du parti socialiste en 1993. C'est dans cette période particulière que va sauter le tabou de **l'envoi de forces d'autodéfense à l'étranger**. Le Japon commence par contribuer à l'effort commun en déboursant 10 milliards de dollars pour la guerre du golfe<sup>2</sup>, mais les Américains veulent les voir sur le terrain. Les Japonais acceptent de participer à l'étranger à des opérations de maintien de la paix de l'ONU à partir de 1992. Puis à l'occasion de leur retour au pouvoir en 1993, le parti socialiste et une partie de l'opposition abandonnent leur opposition totale au traité d'alliance avec les Etats-Unis et acceptent le principe de participation à l'étranger à des opérations de maintien de la paix, qu'ils continuent d'organiser au Cambodge. Toutefois ils présentent leurs regrets pour les agressions passées et des excuses aux femmes de réconfort (Coréennes, Chinoises etc.) que l'armée impériale avait livrées au bon vouloir de ses soldats. Pour ce qui est de la politique concernant les forces japonaises, il y a **désormais une sorte de consensus national pour que les forces d'autodéfense puissent être dépêchés à l'étranger sous certaines conditions, c'est-à-dire qu'elles ne participent pas à des combats.**

Avec son retour au pouvoir dès 1996, le PLD renouvelle en 1997 l'accord de 1978 avec les Etats-Unis pour préciser les conditions d'emploi des SDF. Puis en raison de nouvelles craintes pour sa sécurité liées au premier missile coréen du Nord traversant l'espace aérien japonais en 1998, le

<sup>2</sup> La situation de crise économique au Japon (après la bulle 1986-1990 ayant fait suite aux accords du Plaza sur le dollar) n'a pas modifié les tendances.

Japon va faire monter en puissance ses équipements militaires, en particulier dans les systèmes de missiles anti-missiles en 1999. Les Etats-Unis y poussent également avec le plan Armitage- Nye de 2000 demandant au Japon de copier leur coopération avec eux, sur celle que suit le Royaume-Uni. Premier ministre de 2001 à 2006, Junichirô Koizumi 小泉 純一郎) est sommé par les Américains après les attentats du 11 septembre 2001, de faire quelque chose en soutien aux Etats-Unis. Cet adepte des visites à Yasukuni, fait voter une loi anti-terroriste dès octobre 2001 qui lui permet d'envoyer officiellement la marine japonaise en opération, exclusivement pour ravitailler en carburant des navires américains, mais de fait il s'agit d'un soutien à ces opérations en Afghanistan ; il soutient ensuite l'intervention américaine en Irak dès 2003 – alors que l'opinion publique japonaise y est hostile- et, là encore après avoir fait voter une loi spéciale pour ces activités exclusivement d'assistance, de support humanitaire de la paix et de la sécurité ; il y envoie des Japonais qui seront actifs dans ce cadre en Irak jusque 2010.

Son successeur, Abe (petit-fils de Kishi), entend poursuivre la tendance à une normalisation militaire du Japon et envisage une révision de l'article 9 et une réorganisation des forces japonaises, commençant par ériger en juin 2006, l'agence de défense (*bôeichô* 防衛庁) en ministère de la défense (*bôeishô* 防衛省) au sein du gouvernement. Il ne s'agit pas pour autant que le Japon devienne menaçant pour quiconque. **Le gouvernement japonais vise à faire du Japon une véritable puissance militaire prenant sa part du maintien international de la paix et de la sécurité dans le monde.**

Le PLD rencontre des difficultés et son image dans l'opinion se dégrade, plusieurs premiers ministres se succèdent à la suite de Abe et finalement le PLD doit céder le pouvoir en 2009 au PDJ, le parti démocrate du Japon (*Minshûtô*). Dans un premier temps, celui-ci met fin au ravitaillement des navires américains en opération pour l'Afghanistan<sup>3</sup> et tente de réduire si ce n'est d'éliminer l'évacuation des bases américaines à Okinawa tout en rendant public les accords secrets qui avaient été signés avec les Américains, en particulier concernant les armes nucléaires. Yukio Hatoyama (鳩山 由紀夫) gère cela assez mal et c'est une des raisons qui l'obligent à céder la place en 2010 à Naoto Kan (菅 直人). Celui-ci est confronté en septembre avec un incident, près des îles Sengaku dites Diaoyu par les Chinois qui contestent qu'elles soient japonaises. Un chalutier Chinois y a percuté un navire garde-côtes japonais qui l'arraisonnera et en arrêtera le capitaine. **La perception de la Chine comme un agresseur éventuel dans ces îles du Sud** devient une réalité forte au Japon, même pour le PDJ qui voulait par ailleurs conduire une politique plus distante des Etats-Unis et former une communauté Est-Asiatique, en organisant des rencontres à trois avec la Chine et la Corée du Sud.

Kan met en place en 2010 de nouvelles directives à partir d'un conseil sur les capacités de défense et de sécurité de la **nouvelle ère** et elles promeuvent le concept de « **Forces d'auto-défense dynamiques** ». Pour la première fois dans ce type de directive, le Japon s'inquiète de la **montée en puissance de la Chine** : ses dépenses militaires sont passées devant celles du Japon (et prennent la 4<sup>ème</sup> place mondiale, certes bien loin des Américains) tandis que son PNB dépasse celui du Japon en 2010 lui ravissant la place de 2<sup>ème</sup> économie mondiale. Le drame du 11 mars 2011 sera à titre collatéral, l'occasion d'une coopération des forces américaines avec les forces japonaises dans une opération dénommée « *tomodachi* » (qui signifie *ami* en japonais), au cours de laquelle des forces américaines seront déployées sous commandement japonais. Mais l'interopérabilité des forces des deux pays est testée en bien d'autres exercices. Le DPJ va à nouveau changer de premier ministre pour partie en raison de sa gestion du drame du 11 mars et pour partie parce que la perte de soutien dans la société civile tient aussi à ce que les espoirs de voir naître un Etat providence se souciant des personnes promis en 2009 se sont évanouis. Le DPJ est balayé aux élections de 2012 et le PLD revient au pouvoir avec Abe en décembre 2012. Celui-ci gagnant dans la foulée les sénatoriales de juillet 2013 peut faire à peu près ce qu'il veut.

<sup>3</sup> Mais continue des opérations de maintien de la paix et de la sécurité avec l'ONU et même installe une base en 2001 pour plusieurs centaines d'hommes à Djibouti pour combattre la piraterie en mer dans cette zone.

*La tentation de brandir la menace militaire d'un pacifisme pro-actif (2012 -)*

Abe est confronté à une contestation ouverte par la Chine des îlots Senkaku<sup>4</sup> dont elle viole régulièrement depuis 2010 l'espace aérien et la zone maritime. En réponse, Abe affirme la place du Japon face à la Chine, en allant se recueillir en 2013<sup>5</sup> au sanctuaire de Yasukuni, sachant que ces visites depuis celle de Nakasone<sup>6</sup> en 1985, déclenchent des protestations en tout premier de la Chine. Cette visite a été critiquée par l'administration américaine qui a par ailleurs apprécié le renforcement de la puissance de feu des forces japonaises et l'autorisation (mars 2013) des exportations d'équipements japonais pour la fabrication de l'avion de chasse F-35 aux Etats-Unis.. Abe veut aller plus loin et pour être certain de l'aide américaine à la défense éventuelle des Senkaku, promise par Obama, tient à ce que les forces japonaises puissent défendre, par exemple, un avion américain menacé par un missile nord-coréen. C'est de l'auto-défense collective qui fera du Japon un allié crédible des Etats-Unis. Abe devant les difficultés que rencontrerait un processus de révision de la constitution soutient que l'article 9, peut être interprété comme permettant l'auto-défense collective. Après avoir pris une loi qui renforce les secrets d'Etat – une telle loi aurait permis pense-t-il certainement d'éviter que soient dévoilés les accords secrets autorisant les Américains à faire entrer sur le territoire japonais des armes nucléaires, il a annoncé le 1<sup>er</sup> juillet 2014 cette interprétation de l'article 9 permettant ce qu'il appelle un pacifisme pro-actif, signifiant la possibilité de participer à des opérations d'auto-défense collective, c'est-à-dire de défendre un allié du Japon, en dehors du territoire japonais. Il entend – démocratiquement- c'est-à-dire par la procédure législative prendre les mesures nécessaires dans les mois qui viennent pour autoriser ces actions. La veille de cette annonce 10 000 Japonais manifestaient dans la rue<sup>7</sup> et les principaux journaux du pays Asahi, Mainichi et Japan Times protestaient d'une atteinte aux fondements de la démocratie japonaise ; seul le Yomiuri et l'extrême droite saluaient ce qu'ils appelaient une décision historique. Ce serait à n'en pas douter un changement modifiant les équilibres en Asie et montrant nettement un Japon emporté le sillage des options militaires stratégiques des Etats-Unis. Ici aussi, affaire à suivre. **Le Japon est ainsi tenté de devenir militairement actif ce qu'Abe appelle un pacifisme pro-actif, avec des forces militaires autorisées à agir en dehors du Japon pour le maintien de la paix en coordination avec d'autres puissances et en faisant usage de leurs armes dans ce cadre qui sera considéré comme celui d'une autodéfense collective. Une partie de la société civile y est hostile considérant que cela est interdit par la constitution et son article 9.**

Le Japon aujourd'hui encore héberge 89 installations américaines et 53 000 hommes d'armes américains avec un arsenal militaire considérable, qui protègent le Japon mais aussi surveillent l'Asie de l'Est et une partie du Pacifique. Il en coûte au Japon nombre de nuisances pour sa population et une participation annuelle de 2 milliards de dollars versés aux américains pour (environ la moitié de) leurs frais de maintenance au Japon. Cette armada équipée à n'en pas douter d'armes nucléaires est bien un acteur dans l'arène internationale des acteurs prêts à combattre. Il y a de fait, par cette présence forte sur son sol, de la plus grande puissance militaire du monde qui entend faire régner l'ordre telle qu'elle le comprend sur la planète, une contradiction avec le pacifisme officiel affiché par le Japon. Cela montre en même temps le maintien de la domination américaine sur le Japon.

<sup>4</sup> Ces petites îles inhabitées étaient « terra nullius » mais sont devenues officiellement territoire Japonais lors du traité de Shimonoseki signé en 1895 par le Japon avec la Chine qui a dû en particulier céder au Japon, Taïwan et les îles environnantes. Après 1945 le Japon cède ces îles à la Chine mais elles sont mises sous tutelle américaine. Celle-ci ne sera pas exercée directement sur Taïwan qui passe en 1949 sous le contrôle du Kuomintang de Chiang Kai Chek quand la Chine devient communiste sous Mao Zedong. Mais les Senkaku sont passés sous administration américaine avec l'archipel d'Okinawa et retournées au Japon en même temps que l'archipel d'Okinawa en 1972. La Chine –qui les appelle Diaoyutai - les a alors réclamées dès 1971.

<sup>5</sup> Le 26 décembre 2013

<sup>6</sup> Celui-ci proposa en 2004 de retirer les cendres des criminels de guerre pour les mettre dans un autre temple afin d'éviter les incidents avec les pays d'Asie.

<sup>7</sup> Selon Asahi Shinbun du 1er juillet.